Burundi : suspend de l’attribution de l'ex-marché central à une société chinoise

@rib News, 10/03/2015 â€“ Source Xinhua Le porte-parole du prÃ©sident burundais a annoncÃ© mardi que le Chef de l'Etat Pierre Nkurunziza a suspendu le processus de concession de l'ex-marchÃ© central Ã la sociÃ©tÃ© chinoise Sino African Trading and Investment Initiative Co. Limited jusqu'Ã la fin des Ã©lections que le pays compte organiser au cours de cette annÃ©e. "Tout ce qui concerne l'idÃ©e d'attribution de cette place Ã une sociÃ©tÃ© quelconque ou Ã cette sociÃ©tÃ chinoise devrait Ãªtre repensÃ© aprÃ¨s les Ã©lections. Avant les Ã©lections, le processus est arrÃªtÃ©", a indiquÃ© le porte-pa LÃ©onidas Hatungimana.

Le prÃ©sident a pris cette dÃ©cision aprÃ¨s avoir remarquÃ© qu'il y a des gens qui veulent en profiter pour semer la zizanie ou les troubles politiques que ce soit verbal ou au niveau pratique et que cela risque de torpiller ou de ne pas favoriser le bon dÃ©roulement Ã©lectoral, a expliquÃ© M. Hatungimana. Cette dÃ©cision a Ã©tÃ© accueillie avec satisfaction mitigÃ©e le Syndicat GÃ©nÃ©ral des CommerÃ§ants du Burundi (SYGECO) qui a Ã©tÃ© un des plus grands contestataires de la concession de cet ex- marchÃ© central de Bujumbura Ã une sociÃ©tÃ© unipersonnelle en violation de la loi. "Nous remercions le PrÃ©sident de la RÃ©publique de suspendre la concession de l'ex-marchÃ© central Ã cette sociÃ©tÃ© chinoise Mais nous n'accepterons pas que mÃªme aprÃ¨s les Ã©lections ce processus puisse recommencer pour donner ce marchÃ© Ã cette sociÃ©tÃ©. Nous continuerons toujours Ã dÃ©noncer cela. Il faut que ce soit une suspension dÃ©finitive et non occasionnelle", a rÃ©agi Audace Bizabishaka, le prÃ©sident du SYGECO. A la fin du mois de fÃ©vrier dernier, le gouvernement par le biais du ministre des Finances, Tabou Abdallah Manirakiza, avait confirmÃ© la concession pour une pÃ©riode de 50 ans de cet ex-marchÃ© central de Bujumbura ravagÃ© par un incendie Ã cette sociÃ©tÃ© chinoise. Depuis, voix se sont levÃ©es pour le contester, dont celles du prÃ©sident du SYGECO et du prÃ©sident de l'Observatoire pour la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques, Gabriel Rufyiri.